



La vie est un rêve, c'est le réveil qui nous tue. Virginia Woolf

Semaine 05 du 27/01 au 2/02 - 2020





Davos : de quoi s'est-il agi ?

Dans un futur proche, la Terre sera de moins en moins accueillante pour l'humanité qui connaît une grave crise écologique. Adam Smith nous disait que la somme des actions individuelles, guidées par l'intérêt personnel de chacun, contribue à la richesse et au bien commun. L'Histoire climatique lui donne tort et au-dessus, l'écologie politique n'est pas plus utile. Aux quatre coins du monde, les pays refusent à raison les mesures chocs, souvent injustes pour les populations les plus vulnérables - par exemple dans le cas d'une fiscalité dissuasive sur les combustibles -, de sorte qu'il ne reste plus que les entreprises pour réformer le système actuel de consommation-production.

Au contraire des politiques et des citoyens, pour qui il y aura toujours une bonne raison de ne pas agir, les entreprises, guidées par le but intrinsèque de la création de valeur, devront s'employer à satisfaire, séduire et fidéliser des consommateurs conscients. Il n'est plus à prouver que le développement durable est également un axe de développement commercial, et plus encore, les parties prenantes de l'entreprise pourront se substituer à un État régulateur déficient et des citoyens qui s'épuisent à s'organiser. Non pas parce que les entreprises veulent sauver la planète, mais parce qu'elles veulent se sauver elles-mêmes. C'est bien pour cette raison que Klaus Schwab a fait de l'environnement l'une des priorités de cette cinquième édition du Forum économique mondial, qui se tient comme chaque année en janvier dans la station de sports d'hiver des Alpes suisses.

Politique



C'est avec tristesse que l'on apprend la mort de Roger Holeindre à l'âge de 90 ans. Infatigable militant nationaliste, compagnon de route de Jean-Marie Le Pen depuis la campagne présidentielle de Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1965, il fut l'un des co-fondateur du Front national en 1972. Cet ancien parachutiste des guerres d'Indochine puis d'Algérie, multimédaillé, fut grand reporter à *Paris-Match*, député (1986-1988), et auteur d'une trentaine d'ouvrages. Toujours à la pointe du combat, Roger Holeindre s'était associé dès 2012 à la création de la web télé, TVLibertés qui verra le jour en 2014 et qui se révélera un incontestable succès.

Avant d'annoncer son ralliement à Benjamin Griveaux, le candidat à la mairie de Paris Pierre-Yves Bournazel s'est entretenu avec lui sur un sujet sensible : son compte de campagne. Toutes les dépenses qui ont été engagées depuis le 1er septembre par Pierre-Yves Bournazel devront en effet être imputées au compte de campagne de Benjamin Griveaux.

L'ONG Oxfam publie chaque année avant le Forum de Davos les personnalités les plus riches de la planète. Or, selon la méthodologie retenue par l'ONG et le Crédit suisse, on entre dans le club à partir d'un million de dollars (900 000€). Ce qui fait de Mélenchon un membre de ce club de 41 millions de terriens.

Marine Le Pen inéligible ? L'affaire du financement de ses membres au Parlement européen pourrait être envoyée au tribunal correctionnel en début de l'année prochaine et en cas de condamnation elle serait invalidée l'empêchant par là même de se présenter à la présidentielle.

Le 12 septembre 2019, Jean-Marie Le Pen, pris dans la même nasse, s'était ainsi adressé aux magistrats : « *Étant un homme politique du pouvoir législatif, je conteste l'ingérence du pouvoir judiciaire, que vous représentez, puisqu'en effet l'affaire est strictement politique.* »

Depuis qu'elle a été virée ambassadrice des pingouins, Ségolène Royal s'en donne à cœur joie contre Emmanuel Macron. Invitée à la radio le ouikende dernier elle a martelé : « *Aujourd'hui, la société française est gravement brutalisée par le pouvoir en place (...) ce n'est pas moi qui deviens sévère, mais c'est le pouvoir qui dérape.* »

Interrogée concernant sur une éventuelle candidature en 2022, elle a répondu : « *On verra. J'ai dit que s'il fallait porter cette voix féminine, cette voix écologiste et démocratique et qui défend coûte que coûte le modèle social français, je serai prête le moment venue* ».

Dans un sondage de IFOP les Français s'attendent à ce que le climat social sous haute tension que connaît le pays continue dans les prochains mois, avec des actions notamment dirigées contre les institutions et les symboles de l'État. Mais ces derniers ne condamnent cependant pas, à une large majorité, les trois différentes actions menées par les manifestants et syndicats ces dernières semaines.

C'est rarissime. Des sapeurs-pompiers en grève ont manifesté à Paris mardi 28/01 au grand dam de la préfecture. Ils ont bloqué le périphérique en direction de la place de la Nation. Des heurts ont éclaté à plusieurs reprises avec les forces de l'ordre. Surréaliste.

En confiant à des acteurs privés le soin de censurer les « contenus haineux » en ligne, l'Etat s'apprête à endommager les libertés publiques. Comment croire que, soumises à un délai de vingt-quatre heures et à la menace d'une lourde amende, les plates-formes résisteront à la tentation de censurer a priori tout propos suspect ? Sur Internet, la gestion de la liberté d'expression passe ainsi des juges au marché.

Vous voulez semer la zizanie ? La direction de la SNCF a distribué des primes aux agents non grévistes qui ont augmenté leur temps de travail durant la grève de décembre et janvier. La prime est de plusieurs centaines d'euros. Pas du goût, on s'en doute, des syndicats. SUD-rail entend porter l'affaire devant les tribunaux.

Elysée

Dans l'avion qui le ramenait de Jérusalem, Emmanuel Macron a discuté avec des journalistes sur les thèmes de l'antisémitisme, du communautarisme et de l'islam. Selon lui, « *le phénomène mondial d'un islam radical qui se tend et d'une transformation de l'islam s'est greffé sur des fractures mémorielles (et) des échecs que nous-mêmes (en France), on a eus sur le plan économique et social.*

(...) Et ça devient une contre-culture ! Ca devient tout à la fois l'importation d'un islam qui vit une crise mondiale - et qui revisite ses signes de religiosité qu'il n'avait pas forcément il y a vingt ou trente ans. Et qui vient s'agréger à une crise qui est chez nous, très profonde. »
Bon, d'accord, mais on fait quoi maintenant ?

Sur l'identité nationale notre Code civil, note-t-il, ne parle pas d'intégration mais d'assimilation. Un sujet que l'extrême droite utilise « à mauvais escient ». « *Moi, j'aime le beau principe de l'intégration républicaine. Parce que l'intégration, c'est une volonté de rejoindre la communauté nationale avec ses règles, ses lois, mais aussi sa civilité. Et, de l'autre, une capacité à accueillir.* » Et favoriser le communautarisme, ce qui n'est pas le cas de l'assimilation.

Emmanuel Macron devrait se rendre au Maroc, les 12 et 13 février prochain. Cette visite, reportée à plusieurs reprises, sera sa deuxième au royaume en tant que chef d'État, devrait procéder, avec le roi Mohammed VI, à l'inauguration de la nouvelle usine PSA Peugeot Citroën à Kénitra, afin de relancer la coopération bilatérale franco-marocaine perturbée après les déclarations de Bruno Le Maire. Ce dernier avait récemment reproché à Renault et à PSA de fabriquer leurs voitures au Maroc, aux dépens de la main-d'oeuvre française.

Macron n'en finit pas de remercier les élus qui l'ont aidé à conquérir le pouvoir en 2017. Après avoir décoré en 2019 Daniel Percheron (PS), l'homme fort du Pas-de-Calais, puis le maire de Rodez, Christian Teyssède, l'ancien ministre Jean Arthuis, Robert Hue et Claude Bartolone, il vient de remettre les insignes d'officier de la Légion d'honneur à Michel Charasse.

Parole de Macron : « *La Shoah a une singularité extrême. Mais, pour moi, le conflit mémoriel lié à la guerre d'Algérie a à peu près le même statut que la Shoah avait pour Chirac en 1995* ». Elle en pense quoi l'armée française ?

L'assassinat du projet de loi sur les retraites par le Conseil d'Etat a sidéré l'Elysée. Un conseiller de Macron avoue : « *On s'attendait à des réserves mais pas à un réquisitoire. C'est le cabinet du Premier ministre, le secrétaire général du gouvernement et les ministres concernés qui ont*

rédigé le projet de loi. » Et de s'inquiéter des compétences du secrétaire général, issu pourtant du même Conseil d'Etat, Marc Guillaume.

Ras-le-bol. Emmanuel Macron, déjà douché par Cédric Villani, a décidé de tailler dans le vif à Biarritz où deux ministres se présentent, Didier Guillaume, à l'Agriculture et Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat. L'Elysée a annoncé qu'aucun des deux ne serait finalement candidat et resteraient à leur poste en attendant des jours meilleurs.

Gouvernement

Edouard Philippe a déclaré à *Paris-Normandie* qu'il serait candidat tête de liste aux municipales au Havre. En cas de victoire, il a tenu à préciser que, jusqu'à preuve du contraire, il resterait Premier ministre. Il laissera alors sa place au maire actuel, Jean-Baptiste Gastinne (LR).

Édouard Philippe a participé lundi 27/01 à Auschwitz aux cérémonies commémorant de 75e anniversaire de la libération du camp symbole de l'holocauste. Il y a croisé le secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin, le président allemand Frank-Walter Steinmeier et l'ambassadeur russe à Varsovie, Sergueï Andreïev. En revanche, la Pologne, qui voit d'un très mauvais oeil ces cérémonies, a décidé de faire profil bas.

Il a été mis fin, en Conseil des ministres, aux fonctions d'ambassadrice, chargée de la négociation internationale pour les pôles Arctique et Antarctique, exercée depuis septembre 2017 par l'ancien ministre Ségolène Royal.

Monsieur de La Palice. Le ministre de l'Intérieur, un dénommé Christophe Castaner vient d'annoncer que lors des manifs, la famille Poulaga ne fera plus usage de la grenade GLI-F4. Et pour cause, elle n'est plus produite depuis un certain temps.

Confirmation, le ministre de l'Action et des comptes publics, Gérard Darmanin a confirmé qu'il serait bel et bien candidat et tête de listes à l'élection municipale de Roubaix, ville dont il a déjà été le maire de 2014 à 2017. Restera-t-il au gouvernement, that is the question, mon cher Watson !

Tension entre le Quai d'Orsay et l'Elysée. La cause ? La nomination du directeur de la mondialisation du ministère suite au départ de Laurent Bili. L'Elysée y verrait bien un profil issu du privé quand Jean-Yves Le Drian veut un diplomate. Cette nomination à la tête de la plus importante direction centrale du Quai est chargé de préparer le G7 et relancer la diplomatie d'influence.

Institutions

Présenté en Conseil des ministres, le projet de réforme des retraites a reçu un avis au vitriol de la part du Conseil d'Etat qui juge certaines informations de l'étude d'impact « lacunaires », notamment sur les questions de financement.

Le tribunal de première instance a rejeté le recours de l'ancien président de la Polynésie française, Gaston Flosse, 88 ans, qui souhaitait s'inscrire sur les listes électorales de Papeete pour être candidat aux municipales.

Le rapport annuel de la fonction publique 2019 nous apprend que 5,526 millions d'agents travaillent au sein de la fonction publique en France métropolitaine et dans les DOM (hors Mayotte). Soit 19,9% de l'emploi totale (salariés non-salariés) en France.

Les femmes, déjà majoritaires dans la fonction publique (62 % des agents de la fonction publique pour 46 % des emplois salariés du privé) voient leur part progresser (+0,2 point comme les années précédentes). Par ailleurs, l'âge moyen des agents de la fonction publique (43,4 ans contre 41 ans dans le secteur privé) augmente encore légèrement.

C'est l'actuel préfet des Landes, Frédéric Veaux, 63 ans, qui devient le nouveau directeur général de la police nationale en remplacement d'Eric Morvan qui a fait valoir ses droits à la retraite. Frédéric Veaux a une riche carrière derrière lui, affaire Erignac en Corse, adjoint de Bernard Squarcini au renseignement intérieur sous Sarko, et numéro deux de la police judiciaire. Il avait alors basculé dans la préfectorale.

Les militaires sont loin d'être tous des indigents du QI. Ainsi le général Lecointre qui constate devant les députés que « *la très belle loi de programmation militaire ne permet pas de faire face à un conflit classique de grande intensité* ». Et de conclure que sans une armée classique, on serait obligé d'avoir un recours direct à l'arme nucléaire.

De même que lors des réunions du Conseil restreint de Défense présidé par Macron himself, chaque semaine, il a constaté que la situation au Sahel est catastrophique, particulièrement au Burkina Faso et au Mali, et que l'on n'obtiendra jamais de victoire définitive. Et Macron de multiplier les missions notamment de la marine. Laconique Lecointre estime « *qu'il n'a pas assez de frégates de premier rang pour faire face à toutes ces sollicitations* ». Refaire une armée ? Mais avec qui ?

Domages collatéraux. Avec leurs demandes de mise en liberté en rafale, les avocats grévistes peuvent se vanter d'avoir collé un bel affolement dans les tribunaux et au ministère de la Justice. Car, en matière pénale, les délais sont stricts et les « mandats de dépôt » maintenant prévenus et accusés en prison, doivent être renouvelé régulièrement, faute de quoi c'est la libération. Or, quelque 22 000 présumés innocents peuplent les prisons.

Enfin une décision salutaire. La préfecture de police a fait savoir à ses motards candidats au prochain défilé du 14 juillet qu'elle ne retiendrait que les postulants... rasés de près. La circulaire précise : « *Les volontaires s'engagent à être imberbes de barbe et de moustache le jour du défilé.* »

Divers

Désormais installé à New York, Gérard Araud met ses réseaux politiques, diplomatiques et économiques au service du groupe Attias & Associates. Il prépare plus discrètement le 28^e sommet Afrique-France qui se tiendra en juin à Bordeaux pour le compte de son nouvel employeur. Richard Attias & Associates, détenu à 49 % par le fonds souverain saoudien Public Investment Fund, fait actuellement l'essentiel de ses affaires au Moyen-Orient.

Pierre Mongin - 65 ans, Ena -, qui a été patron de la RATP avant d'être nommé secrétaire général d'Engie où il a fait un travail très important de réorganisation du groupe, vient d'être recruté par la banque d'affaires américaine Greenhill & Co en tant que senior advisor pour la France.

François Lecointre, chef d'état major des armées, a décidé d'expédier des moyens supplémentaires au Sahel, en plus des 220 soldats récemment envoyés en renfort dans le cadre de l'opération Barkhane. Le contingent envoyé devrait rejoindre la zone du Liptako-Gourma, dans la zone des trois frontières, entre Mali, Burkina Faso et Niger.

Le patron de la CGT, Philippe Martinez, est surnommé « le général Tapioca ». Or, celui a qui coupé le courant au siège de la CFDT n'est autre qu'un des gros bras qui forment la garde rapprochée de Tapioca. Laquelle garde est chargée des « opérations spéciales », genre CFDT. La plupart de ces zigues viennent du syndicat du livre.

Tambouille macro-machin

S'appuyant sur les projections des résultats des municipales de 2014, des régionales de 2015 et de la dernière présidentielle, les dirigeants de La République en marche (LREM) se sont livrés à une estimation du nombre de villes que le Rassemblement national (RN) pourrait diriger au lendemain du second tour des municipales, le 22 mars.

Selon ce décompte, qui circule au sein de l'état-major de la Macronie, ce sont pas moins de 137 villes, de plus de 10 000 habitants pour la plupart, qui pourraient tomber dans l'escarcelle de l'extrême droite. Pour l'essentiel, et sans surprise, ces perspectives de conquête sont situées dans les Régions Paca (62) et Hauts-de-France (51), les autres en Occitanie (14), dans le Grand-Est (9) et en Île-de-France (1).

Emmanuel Macron a beaucoup tardé pour convoquer Cédric Villani et lui demander de rejoindre la liste aux municipales à Paris de Benjamin Griveaux qui le distance largement (16% contre 10%). Rien n'y a fait, Villani a choisi de maintenir sa candidature

« *Entre l'appartenance à un appareil politique et l'engagement pour la ville qui m'a fait, je choisis de rester fidèle aux Parisiennes et Parisiens* » a déclaré Cédric Villani au sortir de son entrevue avec le président de la République.

Annie Chapelier, députée du Gard, vient de claquer la porte du parti La République en marche ce lundi. Une semaine après sa collègue Valérie Petit, députée du Nord, elle est la treizième à avoir pris ses distances avec le mouvement. Le parti d'Emmanuel Macron conserve 296 sièges et 7 élus apparentés.

Surprise surprise ! La compagne de Yannick Jadot, Isabelle Saporta qui avait décidé de soutenir Gaspard Gantzer, crédité de 1% d'intention de vote, fait volte face et a décidé de rejoindre les rangs de Cédric Villani dont le programme écolo lui convient.

Ces élections rendent fous les candidats. Benjamin Griveaux mal en point face au duo Hidalgo/Dati, talonné par un Cédric Villani qui se la joue écolo, il lui fallait trouver un truc pour tenter de faire bouger les lignes. Il a rien trouvé de mieux que de vouloir déménager la gare de l'Est en Seine-Saint-Denis pour créer à la place un Central Park Parisien. Va falloir lui conseiller le prozac !

Fin de partie. Stanislas Guérini, le patron de LREM l'a confirmé à la radio : « *Je demanderai à mon bureau exécutif d'acter le fait que Cédric Vallini, comme il l'a indiqué lui-même, n'est plus adhérent à la République en marche.* » Les soutiens du dissident pourraient connaître le même sort, notamment les élus.

La députée de Haute-Savoie, Frédérique Lardet, qui n'a pas obtenu l'investiture de LREM pour les élections municipales à Annecy, a annoncé qu'elle quittait le parti tout en restant membre du groupe parlementaire à l'Assemblée. LREM a en effet apporté son soutien au maire sortant, Luc Rigaut (UDI). C'est donc sans étiquette qu'elle briguera la mairie. Car elle y va la bougresse !

Autre défection, la députée Paula Forteza, qui soutient Villani, vient d'annoncer qu'elle quitte aussi le parti (LREM) « *verrouillé qui récompense les amitiés plutôt que les compétences* ». Le

chroniqueur Alain Duhamel relève que dans plus d'un tiers des 50 premières villes de France, il existe deux candidats LREM - un officiel et un dissident.

Il aura fallu des mois de rappels à l'ordre, d'engagements non tenus et de pressions inutiles pour trouver l'issue : le groupe LREM à l'Assemblée a décidé d'exclure l'élue d'Indre-et-Loire Sabine Thillaye qui refusait de céder sa place de présidente de la commission des Affaires étrangères comme c'était prévu.

Droite

« *Je prends l'engagement de n'être candidate ni à la mairie de Paris ni à une mairie d'arrondissement* », écrivait dans un tract en septembre 2018 Agnès Evren, alors candidate à la présidence de la fédération LR de Paris. Éluë depuis, elle a été investie tête de liste LR dans le 15^e arrondissement.

Mais qu'est-ce qu'il va faire dans cette galère ? François Fillon, dont le procès doit s'ouvrir sous peu, a été l'invité exceptionnel de l'émission « *Vous avez la parole* » sur France 2, jeudi 30/01. C'est début janvier que Fillon a donné son accord à la chaîne. On n'a rien appris de nouveau et il est resté silencieux sur le fameux « complot » où il visait naguère Hollande.

Après trois mois de silence médiatique, le député LR de l'Yonne, Guillaume Larrivé, va lancer à l'Assemblée nationale un cycle de « Rendez-vous pour la France » autour de personnalités chargés d'éclairer le débat public. Premier rendez-vous avec Jérôme Sainte-Marie, auteur de *Bloc contre bloc*.

Gauche

A Macron qui s'en prenait à la violence sociale, Jean-Luc Mélenchon répond : « *Le seul responsable de toute la violence, c'est lui [Macron] parce qu'il a créé par un projet de réforme qui est sans objet, ensuite parce qu'il est resté indifférent à l'impact économique sur le pays, ensuite parce qu'il a été indifférent à la souffrance des gens* ».

Ces gens de gauche sont incroyables. Le député européen, la pétroleuse Manon Aubry des Insoumis cherche un stagiaire au sein de l'équipe européenne. Le boulot : 42 heures par semaine, bac +4, assigné également à du montage « visuel », animer les réseaux sociaux, et effectuer des tâches administratives. Salaire 1200 €. Même pas le smic.

Quand François Hollande se laisse aller, ça donne ça : « *Il n'y a plus de partis politiques tels qu'on pouvait les connaître avec des adhérents, des congrès, des bureaux, des militants, des élus qui s'en réclament. (...) Le seul parti à peu près structuré dans notre pays c'est le Rassemblement national structuré en militants, en cadres, en écoles de formation...* »

Retiré de la politique, Jean-Christophe Cambadélis, peut jouer peinard les Madame Soleil. Ainsi a-t-il déclaré récemment devant les journalistes parlementaires que « *le seul homme politique que Marine Le Pen peut battre, c'est Emmanuel Macron.* » Evidemment, banane, y en a pas d'autres !

Société

Grand malaise dans la police qui s'insurge contre les images qui circulent sur les réseaux sociaux et qui ne sont que l'infime partie de leurs actions de rétention lors des manifestations.

Comme le remarque l'un de leurs responsables syndicaux : « Dès qu'un agent sort son arme et tire en état de légitime défense, c'est la certitude de voir sa carrière prendre un coup d'arrêt. Aujourd'hui, au premier dérapage, à la première claque distribuée, c'est au minimum le conseil de discipline, sans parler des recours devant le Défenseur des droits et des poursuites judiciaires, avec mise en examen systématique ». Va-t-on inaugurer le flic écolo, développement durable ?

Tous font remarquer que le moral des policiers est au plus bas et dénonce le suremploi des effectifs, mobilisés depuis plus d'un an, tous les week-end, sur des conflits sociaux très durs. « On ne s'appesantit guère sur les boules de pétanque lancées contre les agents quand ce ne sont pas des bouteilles remplies d'acide ou d'urine », remarque un commissaire.

S'agissant des faits antichrétiens, leur nombre est stable sur l'année, selon le bilan du ministère de l'Intérieur, avec 1052 faits recensés (1063 actes en 2018). Ces faits se décomposent en 996 actions et 56 menaces. Les actions décomptées consistent essentiellement en atteintes aux biens à caractère religieux.

Les faits à caractère antisémite ont augmenté de 27% par rapport à 2018 : 687 faits ont été constatés en 2019 contre 541 en 2018. Cette hausse des faits antisémites s'explique notamment par l'augmentation des menaces à hauteur de 50% par rapport à 2018, tandis que les actions ont diminué de 15%.

Faits divers

Selon un sondage Schoen Consulting commandé par la *Jewish Claims Conference* à l'occasion du 75e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, 57 % des Français ignorent le nombre des victimes de la Shoah, événement dont 16 % affirment « ne pas avoir entendu parler ».

Une ignorance encore plus générale (25 %) chez les moins de 38 ans, les plus nombreux aussi (23 %) à penser que « soit l'Holocauste est un mythe, soit le nombre de Juifs assassinés pendant l'Holocauste a été largement exagéré ». Or, cette tranche d'âge est précisément celle qui a été le plus sensibilisée à la question, la Shoah faisant, depuis plus de vingt ans maintenant, partie des programmes scolaires.

Dans le cadre de l'enquête préliminaire ouverte par le parquet de Paris visant les agissements présumés de Gabriel Matzneff, Vanessa Springora, auteur d'un livre accusant l'écrivain, a été entendu par les policiers de l'Office central de répression des violences aux personnes.

Affaire Mila (jeune fille menacée de mort après des critiques sur l'islam) : la justice classe sans suite l'enquête pour « provocation à la haine raciale ».

Migrations/immigration

Scène de crime ordinaire dans une France occupée. Mise en examen, à Rouen, le 23 janvier, d'un Camerounais pour le « viol aggravé » d'une étudiante de 22 ans dans le parking de la place du Vieux-Marché. Débouté du droit d'asile en 2017, le migrant n'avait jamais quitté le territoire français.

A Besançon, la capitale franc-comtoise est souvent classée comme ville où il fait bon vivre. Sauf que dans le quartier de Planoise, à 5 km du centre ville, c'est Chicago : ça tire à l'arme lourde dans tous les coins. Le dénominateur commun à tous ces « incidents », le trafic des stupéfiants profondément enraciné ici.

Et la litanie est la même que dans ces villes au même profil. Tous les acteurs associatifs sont sans moyens, sans coordination, avec des élus qui s'intéressent plus aux zones paisibles et à moindres problèmes qu'à ce qui se passe dans ces quartiers relégués des périphéries urbaines.

« C'est tendu comme jamais, glisse un animateur à l'un de ses collègues. Depuis que je bosse là, je n'ai jamais vu ça. » « Le pire, c'est que ce sont 300 personnes qui pourrissent la vie de 17 000 autres », soupire un autre travailleur social. Et le conseiller municipal (PS) en charge de la vie des quartiers, évite les sujets qui fâchent. A un mois des élections.

Le bazar caritatif Emmaüs révèle dans son rapport d'activité que parmi les 22 355 personnes suivies en 2017 dans ses 60 structures d'hébergement, seuls 3% d'entre elles étaient de nationalité française et 2% des membres de l'Union européenne. Ce qui veut dire que 95% sont des extra-européens. 95% d'entre eux sont des célibataires et largement masculins.

Ecologie/technologie

Dans le monde entier, les autorités sanitaires prennent des mesures de précaution pour tenter d'enrayer une épidémie liée à la contagion du coronavirus 2019-nCoV. Quelque 2000 personnes sont déjà infectées et 56 morts en Chine. En France, Agnès Buzyn a confirmé trois cas et une dizaine de personnes placées en surveillance médicale. On dénombre quelques cas dans tout le Sud-Est asiatique.

On en sait un peu plus sur ce virus qui comme toutes les infections respiratoires (grippe, VRS) se transmet de manière directe par la toux et les éternuements. Sa vitesse de transmission pourrait être de 8 à 10 jours. Mais il est encore difficile d'appréhender son agressivité.

Les fabricants de pesticides interdits (atrazine, propisochlore, perméthrine, nonylphénol éthoxylé...), à savoir Syngenta, Bayer, BASF, Corteva et autres, qui continuent de produire y compris en France et ailleurs, notamment les pays de l'Est, ont engagé des grandes manœuvres jusqu'au sommet de l'Etat pour continuer leurs coupables activités.

Car depuis la promulgation de la loi sur l'alimentation (Egalim) le 30 octobre 2018, une menace pèse sur cette pratique assez méconnue. Son article 83 prévoit l'interdiction, à partir de 2022, de la production, du stockage et de la circulation de produits phyto pharmaceutiques contenant des substances actives non autorisées en Europe pour des raisons liées à la protection de la santé humaine ou animale ou à la préservation de l'environnement.

On n'arrête pas la technique. De nouveaux modèles de téléphones pliables devraient être annoncés d'ici la fin février. Notamment de la part de Samsung, et Huawei dont les appareils seront compatibles 5G.

Bigre. Si la température terrestre grimpe de 2°C comme c'est probable, 56% des terres viticoles disparaîtront dans le monde à en croire une étude de l'université de Columbia. Seule option, jouer sur les cépages en remplaçant le pinot noir par le mourvèdre et le grenache.

Le chercheur Efstratios Bourtsoukidis a mis à jour une nouvelle source de gaz à effet de serre. Une source qui émettrait 200 millions de kilogrammes d'éthane et de propane par an. De quoi

rivaliser avec les émissions de l'Irak, du Koweït ou des Emirats arabes unis. Cette source, c'est la mer Rouge.

Economie

Le Forum de Davos (WEF) - 3 000 participants, 117 nationalités - côté picaillons : le prix plancher d'une semaine d'hôtel, 2500 € ; dans les restaurants les prix doublent ; poser son cul à une table de l'élite mondiale, entre 55 000 et 550 000 €. Pour être membre, 40 000 € annuel, celui de partenaire industriel, 200 000 €. Participation aux frais 27 000 francs suisses. Bref, une affaire rentable.

L'opérateur Engie (exEDF), vient de remporter un appel d'offres lancé par le brésilien Sterlte. Il s'agit d'assurer la construction, l'exploitation et la maintenance d'une ligne de transport d'électricité de 1800 kilomètres dans le Nord du Brésil.

Depuis 1808, les pensions des agents de la Banque de France y sont financées en partie par une « caisse de réserve », forte en 2018 d'une cassette de 6,4 milliards d'euros. Par quel miracle ? les cotisations des agents sont investies sur les marchés, comme le ferait un vulgaire fonds de pension américain. Pour le plus grand profit des militants CGT de la Banque de France, actifs ou retraités.

Le secrétaire américain à l'Agriculture, Sonny Perdue, a appelé les Européens à réexaminer leur décision d'interdire les importations de poulet chloré et de boeuf aux hormones, au moment où Bruxelles et Washington cherchent à décriper leurs relations commerciales.

C'est une bonne nouvelle pour le gouvernement en cette période de crise sociale. Le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant pas du tout travaillé a baissé de 120.700 sur un an en France, pour s'établir à 3,5 millions. Ce qui ne résout pas pour autant la profonde crise sociale que connaît notre pays.

Comme il était présagé depuis que Luca de Meo a remis sa démission à la direction de Seat, c'est bien cet Italien de 52 ans qui arrive à la tête de Renault, en remplacement de Thierry Bolloré, évincé en octobre. L'ancien dirigeant de Volkswagen et de Fiat, rejoindra la société à l'été, à un moment critique pour l'entreprise. Renault tente d'endiguer la chute des ventes et de réparer une relation brisée avec son partenaire japonais Nissan.

Culture/médias

Curiosité. c'est un journal qui ne paraît que tous les quatre ans lors des années bissextiles. *La Bougie du sapeur*, inventée en 1980 et qui tire son nom du personnage de BD le sapeur Camember né un 29 février, sortira son 11^{ème} numéro ce jour-là et restera en vente plusieurs semaines, confirme son rédacteur en chef, Jean d'Indy.

Sciences-Po Lille a annulé une conférence sur « l'état de la droite en France » sous la pression d'étudiants de gauche et auxquels a cédé le président de l'établissement, Pierre Mathiot. L'invité était Geoffroy Lejeune de *Valeurs actuelles*. Au motif que ce journal a été condamné pour « provocation à la discrimination, la haine et la violence ».

"VSD" toujours sous la menace d'une liquidation judiciaire Georges Ghosn, son gérant et directeur de la publication envisage de se rapprocher de Robert Lafont, fondateur et président-directeur général du groupe Lafont-Presses Entreprendre.

La présidente de Radio France, Sibyle Veil, suspend le plan de suppression de 299 postes pour le remplacer par une rupture conventionnelle collective. Tous les syndicats représentatifs demandaient cette mesure au cours des négociations, sauf la CGT. Mais les syndicats demandent toujours, avant tout, à négocier une baisse du nombre de postes supprimés.

La nouvelle patronne de la chaîne Public Sénat, une certaine Elise Colette, ne manque pas de piquant. Diplômée de Sciences-po, elle a travaillé de 2002 à 2017 à *Jeune Afrique* s'offrant une parenthèse d'un an (2008-2009) pour diriger la communication numérique de Ségolène Royal. Rien de nouveau sous le soleil malgré un Sénat majoritairement de droite.

The Guardian, quotidien britannique, a décidé de refuser désormais toutes les publicités des sociétés pétrolières et gazières d'afin d'agir contre la crise climatique et se félicitant par ailleurs d'être le premier média d'envergure internationale çà agir de la sorte. A voir.

Europe

Angleterre. En 2018, Le joueur noir de l'AS Benfeld, Kerfalla Sissoko, et ses coéquipiers noirs également ont été pris pour cible par l'équipe qu'ils rencontraient et ont été tabassés, insultés, menacés. De surcroît les supporters ont envahi le terrain et prêtés main forte. Les gendarmes ont conclu qu'il n'y avait rien de raciste dans cette affaire car personne n'a rien vu ni entendu.

L'heure du départ a sonné pour les 73 députés européens britanniques qui doivent faire leurs cartons aidés par les services du Parlement. Et ce départ se fera sans tambour ni trompette, au grand dam des britanniques qui auraient souhaité un peu de decorum.

En visite à Londres pour alerter le Royaume Uni sur les risques liés à la 5G et Huawei, Mike Pompeo (Sec. d'Etat US) déclare que le Parti communiste chinois est « *la principale menace de notre époque* » en raison « *d'objectifs qui ne sont pas cohérents avec les valeurs occidentales* »

Allemagne. Le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, est inquiet de la résurgence de l'antisémitisme dans le pays et a déclaré à *Der Spiegel* : « *Nous devons prendre des mesures d'urgence pour éviter un départ massif des juifs d'Allemagne.* »

Belgique. L'ex-roi des Belges Albert II a admis être le père biologique d'une fille née hors mariage il y a plus de cinquante ans, à la suite d'un test ADN auquel la justice l'a contraint, après plusieurs années de procédure. L'histoire de Delphine Boël défraye la chronique depuis de nombreuses années en Belgique.

Espagne. Coup de tonnerre en Catalogne. Le président du parlement catalan, Roger Torrent (ERC, gauche indépendantiste) a décidé de déchoir de son siège de député le président de la région, Quim Torra (centre droit indépendantiste). De nouvelles élections régionales pourraient être convoquées.

Italie. En Emilie-Romagne, la Ligue de Matteo Salvini n'a pas gagné son parti de faire basculer cette région traditionnellement à gauche. Le candidat du parti Démocrate, Stefano Bonaccini (51,4%) est reconduit comme gouverneur. Lucia Borgonzoni, de la Ligue, totalise 43,7% des voix. Ce n'est donc pas une victoire écrasante.

En revanche, en Calabre, la candidate de la coalition de droite, Jole Santelli, 56% des suffrages, a largement remporté les élections. Le candidat de la gauche, Pippo Calippo, dépasse à peine les 30% quand le candidat M5S s'effondre à 8%.

Russie. Vladimir Poutine n'était pas invité aux agapes du souvenir, à savoir la libération du camp d'Auschwitz pourtant libéré par l'Armée rouge. Entre les deux pays, la guerre mémorielle bat son plein, les Polonais manifestant toujours la même haine de leur puissant voisin.

International

Chine. Sans attendre des statistiques officielles, le coronavirus qui a mis une partie de l'activité chinoise en berne, commence à faire ses premières victimes économiques. Cinémas fermés dans les grandes villes, hôtels à moitié vides et restaurants obligés de rester portes closes faute de clients.

Le ministre des Transports, Liu Xiaoming, a annoncé un premier bilan qui laisse entendre des répercussions économiques qui pourraient s'étaler au-delà de la fin de l'épidémie, estimée au plus tôt au printemps. La signature d'une trêve dans la guerre commerciale avec les Etats-Unis devait enrayer la baisse des exportations et relancer la consommation.

Et les évacuations sanitaires sont mal vues et mal vécues de la part de autorités chinoises qui mettent des bâtons dans les roues et multiplient les obstacles bureaucratiques. La France et l'Allemagne peinent à obtenir les autorisations nécessaires pour atterrir à Wuhan. Et pour cause, car les Chinois estiment qu'elles leur font perdre la face.

Etats-Unis. Le 24 janvier, Donald Trump a été le premier président états-unien à participer à Washington à la traditionnelle Marche pour la vie et contre l'avortement. La veille, le président avait signé un décret visant à limiter les visas octroyés aux femmes enceintes soupçonnées de vouloir se rendre aux Etats-Unis à seule fin de faire bénéficier automatiquement leur enfant à naître de la nationalité américaine et d'obtenir par ce biais leur propre naturalisation.

Donald Trump a dévoilé son plan de paix pour le Proche-Orient, qui prévoit la création d'un Etat palestinien et sa coexistence avec Israël. Dans le même temps, le plan de paix évoque une capitale du futur État palestinien à Jérusalem-Est, où les USA «ouvriront avec fierté» leur ambassade. Le dirigeant US a indiqué avoir envoyé une lettre exposant son projet au leader palestinien Mahmoud Abbas.

Pour sa part, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a souligné que les Palestiniens devront reconnaître son pays comme «État juif» et que les réfugiés palestinien n'auront pas droit au retour en Israël. Le plan de la Maison-Blanche octroierait à Israël la souveraineté sur la vallée du Jourdain, vaste zone stratégique de la Cisjordanie occupée.

Sites à consulter

TVLibertés

[François Bousquet s'entretient avec Renaud Camus](#)

[portrait d'Elisabeth Lévy](#)

[débat Eric Zemmour Alain Finkielkraut](#)

[Michel Onfray contre la loi Avia](#)

[ceux qui manipulent Greta thumberg](#)

[Hommage à Roger Holeindre qui vient de nous quitter](#)

Journées de lecture



Les territoires conquis de l'islamisme, sous la direction de Bernard Rougier, PUF, 412 p., 23€

Comment des réseaux islamistes sont-ils parvenus à constituer des enclaves au cœur des quartiers populaires ? Comment des foyers idéologiques et institutionnels situés au Moyen-Orient arabe et au Maghreb ont-ils pu y diffuser avec succès leurs conceptions de l'islam ? D'Aubervilliers à Toulouse, d'Argenteuil à Champigny, Mantes-la-Jolie ou encore Molenbeek (Belgique), cet ouvrage étudie les stratégies et les pratiques des réseaux

islamistes.



Parution du n° 182 de la revue Eléments – 6,90 €

Thème : Transhumanisme, marchands de futurs, marchands d'illusions ?

Toujours entre information et réflexion, la revue Eléments explore des territoires ignorés, et pour cause, la plupart des médias sont engoncés dans l'éphémère, le consumérisme et les conformismes du temps présent.

Pour plus de détails, voir [ICI](#)